



^ Captage d'eau potable à Thervay (39).

### QU'EST-CE QU'UN CAPTAGE D'EAU POTABLE ET PRIORITAIRE ?

Les ouvrages qui permettent de prélever l'eau dans les milieux naturels sont appelés des captages, qu'il s'agisse d'une prise d'eau (le pompage en rivière par exemple) ou d'un forage dans les eaux souterraines. Autour de chaque captage doit être mise en place une aire destinée à le protéger contre toutes pollutions.

**Les captages pour l'alimentation en eau potable dont la qualité est dégradée à cause de pollutions diffuses liées principalement aux secteurs agricoles et industriels (nitrates et/ou pesticides) sont considérés comme prioritaires.**

Un programme de restauration de la qualité de l'eau à l'échelle de l'aire d'alimentation de captage (AAC) est alors mis en œuvre.

La Bourgogne-Franche-Comté est la seconde région de France la plus concernée par les captages prioritaires en termes de nombre avec 136 installations classées prioritaires (source : DREAL, décembre 2023).

## Eau et alimentation, ça coule de source !

Jusqu'à très récemment, tout particulièrement dans les pays occidentaux, les populations ont eu un rapport à l'eau où l'insouciance prévalait, où la culture née de l'invention du robinet et d'une forme d'abondance était la règle. L'eau était une ressource dépourvue de toute notion de rareté, du moins voulait-on y croire... L'accélération du changement climatique et ses conséquences désormais bien palpables ont eu raison de cette insouciance. Aujourd'hui, en Bourgogne-Franche-Comté comme ailleurs, nos territoires subissent de plein fouet l'effet ciseau lié à la raréfaction de la ressource et aux pollutions qu'elle subit.

Ainsi, pour dépolluer l'eau et la rendre potable, les collectivités territoriales investissent chaque année entre 500 millions et 1 milliard d'euros (Agence de l'eau Seine-Normandie, 2022). « Les changements des pratiques agricoles (mesures agro-environnementales, soutien à l'agriculture biologique et/ou mise en place de filières à bas niveau d'intrants), et la maîtrise foncière sont

les deux principaux moyens utilisés pour restaurer la qualité des eaux » indique l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

Pour mettre en place ces actions, les collectivités locales sont des acteurs incontournables via les dispositifs territoriaux qu'elles coordonnent ou pilotent. Parmi ceux-ci, les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) ►



► suscitent depuis leur création en 2014, un intérêt croissant. Imaginés comme des outils de politiques publiques transversales visant à favoriser la relocalisation de l'alimentation, les PAT s'appuient, pour y parvenir, sur de multiples entrées, économiques, sociales ou environnementales.

Ces projets constituent donc un dispositif adapté pour favoriser le dialogue multi-acteurs autour de la ressource en eau qui est un enjeu central des questions agricoles et alimentaires. En Bourgogne-Franche-Comté, on dénombre à ce jour trente-cinq PAT. Or, la lecture des plans d'action qui accompagnent leur déploiement

montre une faible prise en compte de l'eau. Un constat partagé par les animateurs locaux qui soulignent les difficultés plurielles à s'emparer de cette question : complexité technique du sujet, difficulté à maintenir sur la durée le portage politique par des élus souvent sollicités sur de nombreux autres sujets, disparité des acteurs concernés et intérêts divergents ou encore, manque de moyens humains et financiers. Pour Perrine Ruamps, l'animatrice du réseau des PAT en Bourgogne-Franche-Comté (TERADI)<sup>1</sup>, « il est plus facile d'engager un travail sur la restauration collective ou les filières car le sujet est plus consensuel. Dès que l'on aborde l'eau,

la question de son usage et partage peut provoquer des crispations et conduire à des blocages préjudiciables à l'émergence des PAT ».

Face à ces difficultés, certains PAT expérimentent des approches différentes. C'est le cas de l'Auxerrois qui a choisi dès le départ de s'appuyer sur les problématiques de l'eau pour élaborer son plan d'action.

Les chargés de mission PAT s'accordent aussi sur la nécessité d'instaurer des liens de confiance et d'habitude de travail entre les acteurs, notamment avec les agriculteurs et les élus. Le dialogue territorial s'affirme ici comme un outil central pour réfléchir ensemble et répondre à des enjeux communs. Un avis partagé par Odile Van Elst de la Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt en Bourgogne Franche-Comté (DRAAF) : « les PAT sont un bon outil de concertation pour lier la question de l'eau aux enjeux agricoles et alimentaires. L'eau, conclut-elle, touche de multiples domaines : filières, santé, environnement, agriculture... Un projet alimentaire territorial est transversal et il peut permettre d'organiser et mettre en cohérence tout ce qui se fait déjà ».

1 / TERADI est le réseau régional de coordination des PAT en Bourgogne-Franche-Comté.

À Cussy-en-Morvan (71), pour protéger le cours d'eau du piétinement et des pollutions, une descente est aménagée afin que le bétail s'abreuve sans patauger dans le lit de la rivière.



## L'EAU, UN DES NOUVEAUX CRITÈRES POUR LA LABELLISATION DES PAT

Le dispositif de reconnaissance des PAT par le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation prévoit deux niveaux suivant l'état d'avancement du projet : le niveau 1, qui correspond aux projets collectifs émergents et le niveau 2, avec la mise en œuvre d'actions opérationnelles. En 2024, les critères de reconnaissance de niveau 2 des PAT ont été renforcés, afin d'assurer le caractère systémique de ces projets en réponse aux enjeux de la Stratégie Nationale pour l'Alimentation, la Nutrition et le Climat (SNANC). La prise en compte de l'eau sera désormais intégrée à ses critères de reconnaissance.

Pour atteindre le niveau 2, les PAT élaboreront donc une stratégie de suivi et d'évaluation, avec notamment la mise en place d'au moins un indicateur par thématique répertoriée dans la SNANC. Pour l'eau, il s'agira du nombre d'actions pour le suivi et la protection de la ressource.

## MIEUX PRENDRE EN COMPTE L'EAU DANS LES PAT : LES FREINS EXISTANTS... ET LES PREMIERS LEVIERS POSSIBLES

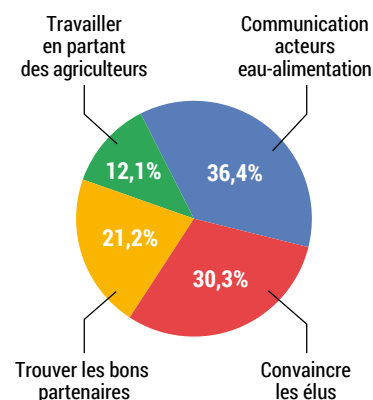
Les difficultés pour améliorer la prise en compte de la question de l'eau dans les plans d'action de projets alimentaires peuvent s'expliquer par plusieurs facteurs selon les acteurs<sup>2</sup> des PAT : le difficile maintien d'un portage politique fort sur le long terme, les compétences techniques liées à l'eau jugées parfois complexes, la très grande multiplicité des sujets traités par les PAT et le manque de moyens humains.

Face à ce constat, plusieurs pistes de travail, notamment techniques (voir en page 4), existent pour permettre de lier la réflexion sur l'alimentation locale à celle de la préservation de la qualité de l'eau. Toutefois la construction d'un dialogue territorial multi-acteurs dès l'émergence des PAT apparaît ici autant comme un préalable que comme un incontournable. Cette étape doit permettre de construire une vision commune autour de l'eau, des pratiques agricoles et de l'alimentation notamment mais aussi favoriser la compréhension mutuelle et la coopération de chacune et chacun. L'implication des élus dans ce processus s'avère essentielle tout comme la récurrence des réunions et des rendez-vous pour développer et consolider des habitudes d'échanges

entre les chargés de missions, les techniciens, les agriculteurs... Cette notion de lien entre acteurs peut ainsi permettre de réduire la logique du travail en silo qui est aussi un facteur pénalisant la prise en compte de l'eau dans les PAT, comme le montre l'étude réalisée pour ce numéro (voir page 4).

2 / Source : étude « Analyse de la prise en compte de l'eau dans les PAT en Bourgogne-Franche-Comté ».

### PRINCIPAUX LEVIERS IDENTIFIÉS POUR MIEUX PRENDRE EN COMPTE LA QUALITÉ DE L'EAU DANS LES PAT



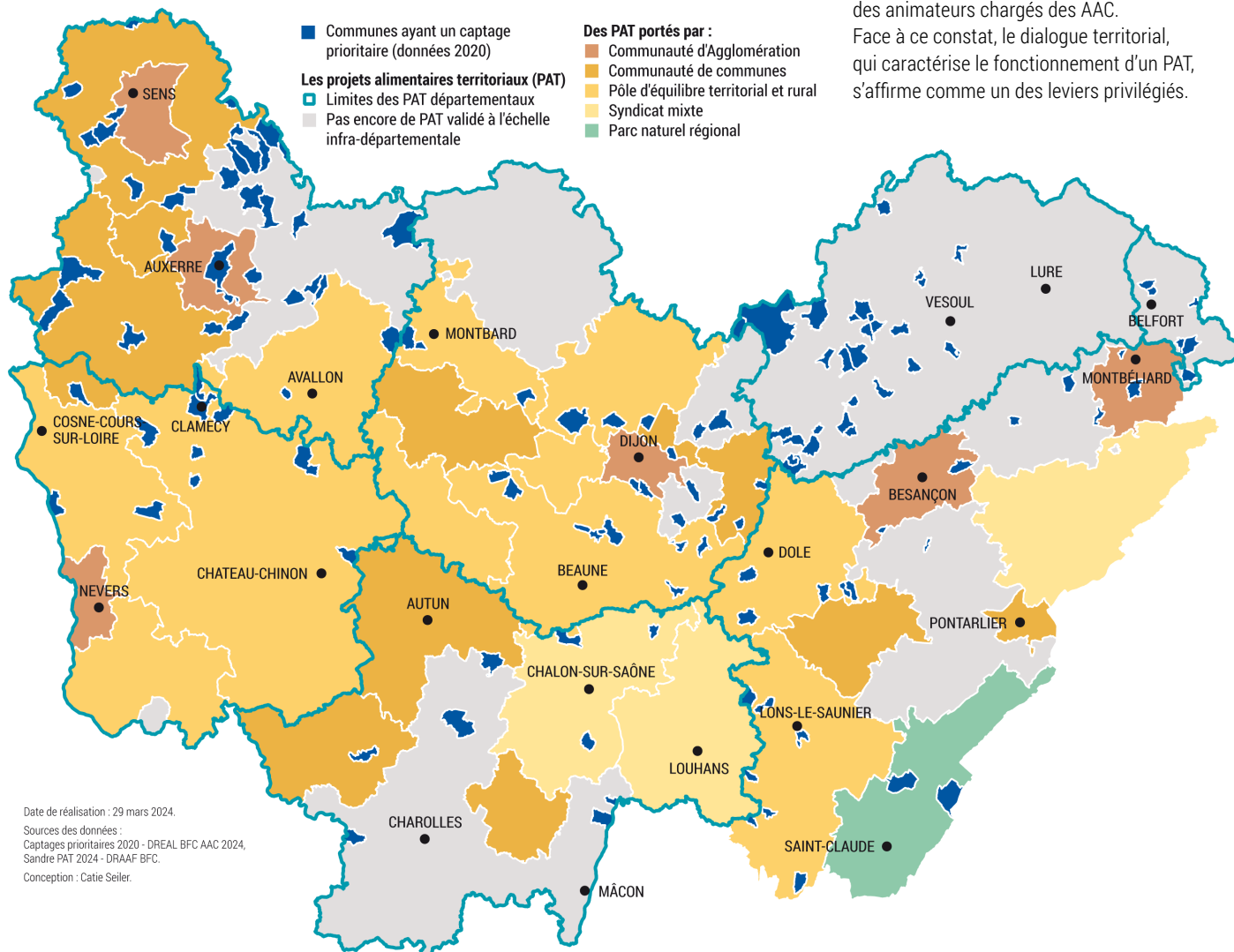
## CAPTAGES D'EAU POTABLE ET PAT : ENJEUX CROISÉS

Trente-cinq projets alimentaires territoriaux (PAT) de Bourgogne-Franche-Comté couvrent la majeure partie de la région. Si la plupart ont un ou plusieurs captages d'eau potable classés

prioritaires sur leur territoire, ce sont les PAT de l'Yonne, de la Côte-d'Or et de la Haute-Saône qui regroupent le plus grand nombre de captages prioritaires. Or, les politiques de protection des

aires d'alimentation de captages d'eau potable (AAC) se heurtent à des difficultés plurielles, qui impactent défavorablement les objectifs fixés. Parmi celles-ci, on relève notamment le manque d'accompagnement et d'outillage des animateurs chargés des AAC.

Face à ce constat, le dialogue territorial, qui caractérise le fonctionnement d'un PAT, s'affirme comme un des leviers privilégiés.



## QU'EST-CE QUE LE DIALOGUE TERRITORIAL ?

Le dialogue territorial est une démarche de concertation avec toutes les parties prenantes concernées par un projet environnemental, local et qui peut les impacter dans leurs activités professionnelles ou privées. Cette démarche est menée par un médiateur formé pour :

- favoriser la compréhension mutuelle et la coopération,
- accroître la participation des citoyens à la vie publique,
- renforcer la légitimité des décideurs,
- construire une vision commune du problème posé,
- améliorer la qualité et la pertinence des solutions proposées
- favoriser l'acceptation et l'appropriation sociale du projet, de l'action publique.

Plusieurs acteurs ou collectivités en France se sont engagés dans cette démarche, à l'image notamment du travail mené par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne depuis 2018.

De leur côté, la Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique (FNAB) et l'École du Dialogue Territorial se sont engagées dans le développement d'un programme financé par l'Office Français de la Biodiversité, intitulé « Dialogue territorial et protection des captages d'eau potable », qui a pour objectif d'assurer la montée en compétence d'animateurs de captages sur cette question. Après une première année de formation et d'accompagnement de 13 collectivités en 2021, l'expérience s'est poursuivie en 2023 avec la participation de 11 nouvelles structures.

Retrouvez tous ces projets sur le site d'Alterre.

*Un avantage du dialogue territorial, c'est le principe de concertation en ayant un large panel de structures et le plus possible d'acteurs différents. Cela permet de toucher aux habitudes, aux enjeux de la qualité de l'eau et de l'alimentation. Les actions favorables à la qualité ou la quantité de la ressource rejoignent souvent les questions de sol vivant, d'agroécologie, de produire mieux, ou de diversification des productions locales.*

**Aurélien Rabut**

Animatrice Dialogue Territorial pour la gestion quantitative de l'eau au Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Armançon (SMBVA)

# PRATIQUES AGRICOLES FAVORABLES À LA QUALITÉ DE L'EAU : EXEMPLES D'OUTILS ET ACTIONS

Afin de développer ou maintenir les pratiques agricoles préservant la ressource en eau, les PAT peuvent réaliser diverses actions concrètes. On distinguera deux actions particulièrement plébiscitées par les agriculteurs et les acteurs concernés : les Paiements pour Services Environnementaux (PSE) et le soutien aux filières.

Les PSE sont un dispositif élaboré par le Ministère de la transition écologique et solidaire et financé par les Agences de l'eau. Il a pour objectif d'offrir des paiements destinés aux agriculteurs en échange de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement (maintien de prairies permanentes et de haies, évolution du système de production...).

Le soutien aux filières permet lui d'encourager les agriculteurs protégeant la ressource en eau, en actionnant différents leviers. Parmi ceux-ci, la restauration collective, avec la possibilité pour les agriculteurs d'écouler directement leur production, favorisant aussi la création de circuits courts.

SOUTIEN AUX FILIÈRES	AIDES ÉCONOMIQUES	SENSIBILISATION & ACCOMPAGNEMENT	LE FONCIER	AUTRES
<p>Mettre à disposition des outils de transformation, stockage ou commercialisation</p> <p>Offrir des débouchés aux agriculteurs, par exemple avec la restauration collective</p> <p>Animer les filières ou soutenir leur animation</p>	<p>Paiements pour Services Environnementaux (PSE)</p> <p>Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC)</p> <p>Aides à la conversion en Agriculture Biologique</p> <p>Financer du matériel agricole nécessaire aux bonnes pratiques</p>	<p>Favoriser les groupements d'agriculteurs (ex : GIEE)</p> <p>Sensibiliser les agriculteurs, les élus ou les citoyens</p> <p>Accompagnement technique des agriculteurs sur les pratiques ou sur la labellisation</p> <p>Soutien à l'innovation et la recherche</p>	<p>Maîtrise foncière : baux ruraux environnementaux ou contrats à obligations réelles</p> <p>Soutenir l'installation d'agriculteurs ayant de bonnes pratiques</p>	<p>Signature de chartes ou plans de gestion</p> <p>Mise en place d'un label</p>

## L'EAU D'ICI

### UN APPEL À PROJET INNOVANT MADE IN BFC

La Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne-Franche-Comté (DREAL) propose aux collectivités l'appel à projet (AAP) « L'eau d'ici », une démarche innovante de dialogue et de concertation territoriale qui a pour objectif de co-construire un projet de territoire intégré destiné à reconquérir la qualité de l'eau. « L'eau d'ici » s'inscrit dans une logique préventive : réduire en amont les sources de pollution (agriculture, industrie, pratiques des particuliers...) afin d'éviter le recours aux traitements curatifs de l'eau potable beaucoup plus coûteux pour les collectivités. Cet AAP financé par la Région Bourgogne-Franche-Comté, l'Agence Régionale de Santé (ARS) et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, s'adresse aux élus et aux acteurs du territoire souhaitant agir pour la reconquête de la ressource en eau. Il doit permettre de mettre en cohérence les différents plans et projets territoriaux (Écophyto, Projets Alimentaires Territoriaux, Contrat de Relance et de Transition Écologique, Contrat Local de Santé...).

## LE MOT DU PRÉSIDENT

### L'EAU, RÉVÉLATEUR DE TERRITOIRES EN BONNE SANTÉ

Pour maintenir nos territoires en bonne santé, la construction de projets collectifs locaux faisant de l'eau leur pilier central, s'impose. Ainsi, la nécessité d'intégrer une réflexion sur l'usage et le partage de la ressource dès l'émergence de dispositifs territoriaux apparaît comme une priorité absolue. Les Projets alimentaires territoriaux, par leur approche systémique et horizontale, semblent de ce point de vue l'un des outils idéaux pour lancer un travail collectif, où se noue le dialogue territorial multi-acteurs. Ce besoin d'écoute et d'échanges, notamment sur la question de l'eau, est réel, c'est ce que toutes celles et tous ceux rencontrés pour ce numéro ont souligné et attendent. Les Ateliers de l'Eau 2024 à Cluny (71) coordonnés par le Réseau CapTer et AlterreBFC s'inscrivent dans cette perspective, d'ouvrir, à large échelle, un espace de dialogue collectif dédié à tous les acteurs locaux.



Jean-Patrick Masson  
Président d'Alterre



La Bourdonnerie - 2 allée Pierre Lacroute - 21000 Dijon  
Tél. : 03 80 68 44 30 - Courriel : [contact@alterrebfc.org](mailto:contact@alterrebfc.org)  
[www.alterrebourgognefranche-comte.org](http://www.alterrebourgognefranche-comte.org)  
AlterreBFC alterrebfc

#### AVEC LE SOUTIEN DE



Directeur de la publication : Jean-Patrick Masson  
Coordination, rédaction : Antoine Lagneau  
Rédaction : Catie Seiler  
Remerciements aux contributeurs : Camille Buyck  
Relecture : Fabienne Lapiche Jaouen, Axel Othelet  
Cartographie, infographie : Catie Seiler  
Photos : Antoine Lagneau  
Graphisme, mise en page : Fuglane  
Impression : S2E Impressions  
Imprimé suivant les normes Imprim'Vert sur un papier certifié FSC 100 % recyclé

IMPRIM'VERT  
ISSN 1957-1798  
Dépôt légal : 3<sup>e</sup> trimestre 2024

## Méthodologie de l'étude « Analyse de la prise en compte de l'eau dans les PAT en Bourgogne-Franche-Comté »

26 entretiens semi-directifs ont été réalisés en visioconférence de mars à juin 2024 par Catie Seiler, étudiante à l'Institut Agro Dijon, dans le cadre d'un mémoire de recherche (disponible dans son intégralité sur le site d'Alterre) consacré à l'« Analyse de la prise en compte de l'eau dans les projets alimentaires territoriaux en Bourgogne-Franche-Comté ». Trois catégories d'acteurs ont été interrogées : des chargés de mission d'animation PAT, des acteurs régionaux et des acteurs de l'eau tels que des animateurs eau ou des services eau potable de collectivités.

## EN SAVOIR PLUS

Une version augmentée de Repères flash est à votre disposition sur le site Internet d'Alterre.

